

L'obsession cubaine de la Maison-Blanche : une psychopathologie bureaucratique !

(source : Salim Lamrani*)

En pleine Guerre froide, les États-Unis ont imposé unilatéralement un embargo contre Cuba. 45 ans plus tard, ignorant les changements historiques survenus dans le monde, Washington poursuit sa croisade contre le « communisme cubain ». Mais l'accumulation de lois et de règlements contre Cuba, loin de faire chuter le gouvernement castriste, a fait naître une situation kafkaïenne préjudiciable à la population cubaine, mais aussi aux simples touristes états-uniens.

Analyse du dernier rapport officiel US sur ce dispositif.

L'administration Bush souffre d'une **obsession singulière à l'égard de Cuba** : malgré la tragédie irakienne et l'échec de l'invasion de l'Afghanistan, Washington est plus que jamais **décidé à renverser le gouvernement de La Havane** et à **instaurer un régime à ses ordres**. L'Union européenne continue d'observer un **silence complice**.

Mai 2004 : sanctions économiques

- limitation des « **remesas** » aux **membres directs** des familles
- visite aux familles sur l'île : **14 jours tous les 3 ans** (au mieux)
- obtenir au préalable une **autorisation** de Département du Trésor
- limitation des bagages à **20kg**.
- interdiction de dépenser sur place plus de **50\$ par jour** (+/- 45€)

Juillet 2006 : sanctions additionnelles

- désignation d'un **coordinateur à la transition** (Caleb Mc Carry)
- délai de **18 mois** pour se débarrasser du gouvernement cubain (= **janvier 2008**)
- budget de **31 millions de dollars** pour **fabriquer et renforcer une opposition interne** (à ajouter à la somme de 50 millions de dollars prévue en 2004 et 2005.)
- **sanctions économiques** contre les pays qui investiraient à Cuba.
- établissement d'une **liste noire des fonctionnaires à mettre hors d'état de nuire** dans une future Cuba recolonisée.
- limitation extrême des **échanges académiques, culturels, religieux, sportifs et humanitaires** entre les deux pays et **peines sévères** – jusqu'à 10 ans de prison – pour les contrevenants.
- Les **envois d'argent** à Cuba sont désormais encore plus **restreints** et les **conditions requises aux entreprises étasuniennes pour vendre des produits alimentaires à Cuba** sont de plus en plus difficiles à remplir
- cet ensemble de mesures constitue « le **réseau le plus développé de sanctions économiques** imposé par les Etats-Unis » (en toutes lettres dans le rapport).

Octobre 2007, discours extrêmement virulent de Bush contre La Havane: « *Peu de problèmes ont défié [...] notre nation autant que la situation à Cuba* ». Il réaffirme sa volonté d'**accroître encore plus l'état de siège** dont est victime la population cubaine. Il a également lancé un **appel à l'insurrection à destination de l'armée** [4].

19 Décembre 2007, publication d'un rapport de 96 pages du **GAO** – US Government Accountability Office - (l'équivalent états-unien de la Cour des comptes) sur les **conséquences du durcissement des sanctions économiques à l'égard de Cuba**.

- Cet ensemble de mesures constitue « le **réseau le plus développé de sanctions économiques** imposé par les Etats-Unis » (en toutes lettres dans le rapport).

- En **2007 les services douaniers** (Customs and Border Protection – CBP) de **Miami** ont réalisé de nombreuses inspections « secondaires » à l'aéroport, inspections qui durent entre 45 minutes et trois heures.
- **Bilan** : entre **octobre 2006 et mars 2007**) **20%** des passagers en provenance de Cuba ont été contrôlés. Les services douaniers ont effectué **1500 saisies** « de petites quantités de tabac, d'alcool et de produits pharmaceutiques dans la plupart des cas ». En revanche seulement **3%** des contrôles ont concerné des passagers venus du reste du monde, durant lesquels ont été effectuées **465 saisies** qui ont donné **211 kilos de drogues et 2,4 millions de dollars en liquide**.

Conséquences :

- D'après le GAO, cette focalisation sur Cuba « *réduit l'aptitude des services douaniers à mener sa mission qui consiste à empêcher les terroristes, les criminels et les autres étrangers indésirables d'entrer dans le pays... Le manque important de personnel douanier a créé des vulnérabilités dans son processus d'inspection dans les ports d'entrée US* ». *Cet acharnement irrationnel est d'autant plus grave qu'il se fait au détriment de la protection des citoyens étasuniens* » car les services de douane se concentrent sur des **délits mineurs** – mais liés à Cuba - d'importation de cigares ou de rhum au détriment de la préservation de la **sécurité nationale** et de la lutte contre le **terrorisme** et le **trafic de drogue**,

- « *Après 2001, l'OFAC (le Bureau de contrôle des biens étrangers) a ouvert plus d'enquêtes et a imposé plus de sanctions pour les violations de l'embargo, telles que l'achat de cigares cubains, que pour toutes les violations d'autres sanctions telles que celles imposées à l'Iran* ».

- Alors que depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001 « *la lutte contre le terrorisme est devenue la première des priorités de la CBP* », la focalisation des services douaniers sur les passagers en provenance de Cuba a conduit à de nombreuses défaillances détectées dans de « *grands ports d'entrée à travers la nation qui augmentent la possibilité pour les terroristes [...] d'entrer dans le pays* ». Et le GAO d'insister : « *L'utilisation efficace des ressources d'inspections secondaires est indispensable à l'accomplissement de la mission prioritaire antiterroriste des services douaniers* ».

Dénonciation du caractère obsessionnel de la politique anticubaine de Washington.

L'OFAC est chargé de gérer l'ensemble du programme concernant les sanctions économiques prises contre des pays tiers. Il existe plus d'une vingtaine de programmes, un seul concerne Cuba. Pourtant, entre 2000 et 2006, 61 % de ses ressources ont été consacrées à pourchasser les touristes étasuniens qui se sont rendus à Cuba sans autorisation. Même acheter des cigares cubains par Internet est un délit! L'OFAC a réalisé 10 823 enquêtes concernant des violations des sanctions économiques contre Cuba et seulement 6 791 enquêtes pour tous les autres programmes de sanctions. Le Département du Trésor a imposé des amendes pour un total de 8,1 millions de dollars pour les 8 170 violations des sanctions contre Cuba, soit une moyenne de 992 dollars par violation. Ça fait cher le cigare!

En conclusion, le GAO a exhorté les autorités gouvernementales et le secrétaire à la Sécurité de la Patrie en particulier à « *destiner prioritairement les ressources humaines des services douaniers à la sécurité du pays et non pas « aux inspections secondaires des voyageurs revenant de Cuba* ». Il a également demandé à l'OFAC de « *faire preuve de plus d'équilibre dans l'administration des sanctions financières et de cibler en priorité les pays engagés dans le terrorisme, la prolifération des armes et le trafic de drogue* ».

Commentaire de Salim Lamrani

« *Les États-Unis sont déterminés à renverser le gouvernement cubain et n'ont aucun scrupule à infliger un traitement cruel et inhumain aux catégories les plus vulnérables de la population de l'île pour atteindre leur objectif. Ils persistent à appliquer une politique anachronique et illégale qui viole les droits fondamentaux des Cubains et qui met en danger leur propre sécurité. Rejetées par l'immense*

majorité de la communauté internationale, les sanctions économiques ont échoué depuis près d'un demi-siècle et illustrent l'incapacité de Washington à accepter l'indépendance et la souveraineté de Cuba ».

Rappel : Vote contre le blocus à l'ONU en 2007 : 184 contre, 3 pour, 1 abstention.